



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 07/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CALDERYS**

19 place de la Résistance  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : D3 i 2026 248  
Code AIOT : 0005702207

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2026 dans l'établissement CALDERYS implanté Route de Troyes BP 93 51120 Sézanne. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALDERYS
- Route de Troyes BP 93 51120 Sézanne
- Code AIOT : 0005702207
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CALDERYS fabrique du béton réfracté spécialisé dans les hautes températures. Elle est régulièrement autorisée pour la rubrique n°2523 (Céramiques et réfractaires).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubriques ICPE	AP Complémentaire du 13/03/2020, article 1	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 7.7.4.	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 5.1.7.	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 5.1.2.	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater le bon fonctionnement et la propreté de l'installation.

Des mises à jour de la situation administrative et des déchets générés sont attendues dans un prochain Porter-à-connaissance.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/03/2020, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour des rubriques ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Nature des activités	Rubrique	Classement	Volume des activités
Céramiques et réfractaires	2523	A	500 t/j

<p>r é f r a c t a i r e s (Fabrication de produits)</p> <p>La capacité de production étant supérieure à 20 t/j</p>			
<p>Installation de broyage, [...] et autres produits minéraux naturels ou artificiels [...]</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	2515	E	1287 kW
<p>Transformation de polymères</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression [...], la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j</p>	2661	D	6 t/j
<p>S t o c k a g e   d e p o l y m è r e s</p> <p>L e   v o l u m e susceptible d'être</p>	2662	D	110 m <sup>3</sup>

susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>			
Combustion [...]  A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange du gaz naturel [...], si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	2910	DC	5 MW

#### Constats :

L'arrêté préfectoral datant de 2020, une mise à jour de la situation administrative a été demandée par l'Inspection.

L'Inspection constate une baisse des volumes sans changement des seuils des différentes rubriques.

L'exploitant a fait part de son intention de développer une activité relevant de la rubrique 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques). L'Inspection a rappelé que tout franchissement des seuils réglementaires devra faire l'objet d'un Porter-à-Connaissance (PAC) adressé à Monsieur le Préfet, conformément à la réglementation en vigueur sur les installations classées.

Par sondage, l'Inspection n'émet pas de remarque sur ce sujet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par

an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

Les installations électriques ont été vérifiées le 06/01/2025.  
Certaines anomalies mineures sont présentes.

Le prochain contrôle est prévu en mai 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois :

- le rapport de vérification des installations électriques de 2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 7.7.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification des moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un poteau incendie de 80 m. Le bon fonctionnement de cette prise d'eau est périodiquement contrôlé.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

La défense extérieure contre l'incendie est assurée par :

- un poteau d'incendie normalisé implanté à l'entrée de l'établissement ;
- deux autres poteaux d'incendie implantés à 150 m et 300 m de l'établissement.

Le débit est de 80 m<sup>3</sup>/h sous une pression de 3.6 bars.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la défense extérieure.

**Constats :**

Les différents moyens de lutte contre l'incendie ont été contrôlés en novembre 2025.

Les extincteurs défectueux ont été remplacés immédiatement par l'organisme de contrôle.

Les RIA sont conformes.

Le débit et la pression des poteaux incendies ont été vérifiés et sont conformes.

Le site est doté de trois réserves incendie : deux d'entre elles disposent d'une capacité de 240 m<sup>3</sup> chacune, tandis que la troisième offre un volume de 1 800 m<sup>3</sup>.

Par sondage, l'Inspection n'émet pas de remarque sur ce sujet.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 5.1.7.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Liste des déchets produits

**Prescription contrôlée :**

Type de déchets	Elimination maximale annuelle en tonnes	
Déchets non dangereux		
Fines	0	1000
DIB	0	200
Palettes	0	600
Déchets dangereux		
Huiles usagers	0	1

**Constats :**

L'exploitant a procédé à la transmission de son registre de suivi des déchets sous format numérique.

Bien que certains déchets produits sur le site ne soient pas explicitement listés dans l'arrêté préfectoral de 2006, leur gestion ne présente aucun impact environnemental notable.

Par ailleurs, la traçabilité des déchets dangereux est rigoureusement assurée via la plateforme Trackdéchets.

L'Inspection demande toutefois que la nomenclature exhaustive des déchets générés soit actualisée lors du prochain "Porter-à-connaissance".

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/03/2006, article 5.1.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Séparation des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté la bonne mise en œuvre de la séparation des déchets (dangereux et non dangereux).

Par sondage, l'Inspection n'émet pas de remarque sur ce sujet.

**Type de suites proposées :** Sans suite